

Reconstruction de la société : analyses convivialistes, Marc Humbert (dir.), PUR, 2016, 220 pages

Danièle Demoustier

Numéro 346, octobre 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041727ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041727ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Demoustier, D. (2017). Compte rendu de [*Reconstruction de la société : analyses convivialistes*, Marc Humbert (dir.), PUR, 2016, 220 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (346), 112–113. <https://doi.org/10.7202/1041727ar>

de l'organisation d'ESS et ceux qui s'attachent plutôt à entretenir ses logiques instituant et ses capacités sociopolitiques. En arrière-plan, transparaissent des clivages sur les conceptions politiques qui conduisent à envisager l'ESS avec des visées instrumentales différentes. Toutefois, le pluralisme des auteurs maintient la perspective d'une pensée ouverte et les choix éditoriaux énoncés dans l'introduction (caractère politique de l'économie, avantages d'une économie plurielle et rôle critique de l'ESS) pourront rassembler une large majorité.

Logiquement, l'ouvrage ne présente pas de conclusion, mais s'achève avec une réflexion de Marie J. Bouchard et Benoît Levesque qui met en relation les innovations sociales avec l'ESS. La portée plus générale de ce chapitre vise à engager tous les chercheurs dans la construction d'une véritable théorie de l'innovation sociale. Sans attendre ces développements espérés, l'avenir de l'ESS s'inscrit certainement dans une complexité aussi grande que celle du passé. C'est pourquoi, les qualités de cet ouvrage resteront longtemps utiles pour offrir les connaissances fondamentales aux enseignants, aux chercheurs, mais également aux étudiants et aux acteurs désireux de se repérer et de démêler l'écheveau embrouillé et déroutant des initiatives que l'on rassemble aujourd'hui sous les mots d'économie sociale et solidaire. **HENRY NOGUÈS**

Reconstruction de la société : analyses convivialistes

Marc Humbert (dir.), PUR, 2016, 220 pages.

Marc Humbert, professeur à l'université de Rennes 1 et cofondateur de l'ONG Pekea, a réuni un ensemble de contributions issues du colloque « Un autre monde se construit » qui s'est tenu à Rennes en octobre 2015. L'ouvrage, préfacé par Edgar Morin, vise à construire une philosophie politique, une « doctrine » commune à divers artisans d'une pensée

alternative qui, pour la plupart, ont élaboré ou signé le *Manifeste convivialiste* (2011) et inspiré l'émergence de certains mouvements civiques qui s'en rapprochent (Attac, Pacte Civique, Utopia...). L'ouvrage reprend aux thèses d'Ivan Illich (*La convivialité*, 1973) la critique du productivisme et de la quantification normative, mais s'attache moins à la critique des « outils » et des « institutions » qu'à celle du délitement du lien social par la marchandisation généralisée et l'appropriation du pouvoir par une oligarchie « techno-économique ». On y retrouve, sans les nommer explicitement, les inspirations associationnistes (de Owen à Proudhon) et personalistes (de Mounier à Desroches), ainsi que de brèves références à l'éducation populaire et au « délibéralisme » (Dacheux, Goujon, 2011).

Le livre est composé de deux parties : la première précise les principes convivialistes et certaines de leurs applications ; la seconde montre comment ces principes rencontrent ou sont portés par plusieurs mouvements de la société civile.

L'approche convivialiste repose principalement sur la promotion de l'autonomie et de la créativité individuelles insérées dans des dynamiques collectives, ce qui fait dire à A. Caillé, dans son article « Le convivialisme comme philosophie politique », que le convivialisme reprend au libéralisme la volonté d'épanouissement individuel, au socialisme la recherche de l'épanouissement collectif, et au communisme la perspective d'une « communauté fraternelle ». Contre « l'hégémonie culturelle », notamment celle du « fondamentalisme marchand », il s'agit de défendre le « bien vivre », compris comme une « vie sociale pacifique » où les individus peuvent « s'opposer sans se détruire », une société de participation et de coopération dans une nature préservée. Il n'est donc pas question de contraindre, mais de convaincre, d'accroître le « pouvoir d'agir » afin que « chacun se sente bien tout en poursuivant ensemble le bien commun ». Ainsi la laïcité doit être ouverte et « faiseuse de paix » (J. Bauberot), l'éducation active et conviviale

(F. Flahaut), la monnaie complémentaire locale et vectrice de liens (C. Fourel), l'auto-responsabilité et incitatrice (P.-O. Monteil), la production et la consommation maîtrisées démocratiquement (S. Latouche), alors que les échanges internationaux renforcent les pouvoirs des entreprises transnationales sur les Etats (S. George) et que les indicateurs actuels nous « aveuglent » (F. Jany-Catrice).

Une pensée radicale

Le convivialisme se veut donc « post-croissance » pour une société « de la mesure », post-libérale par la maîtrise démocratique, « post-viriliste » comme la « société du *care* », post-mondialisation par la relocalisation et post-occidentaliste par le « pluriversalisme » (T. Coutrot). Une telle perspective traverse déjà plusieurs mouvements de la société civile afin de la transformer en « société civique » ; « un tel mouvement ne part pas du néant, il est déjà présent sous des formes multiples » (P. Viveret). Certaines expressions du convivialisme sont plutôt axées sur la dénonciation et la résistance alors que d'autres portent des initiatives et des expérimentations concrètes : altermondialisme, solidarité internationale, écologie, démarche civique, cercle convivialiste, prise en compte de l'expérience des plus pauvres, « convivance » sur l'espace public urbain, associations et tiers secteur, etc.

Même si certains auteurs conviennent eux-mêmes que le terme de « convivialisme » n'est pas le plus approprié, que l'ensemble des réflexions et actions constitue « un puzzle éclaté », que le chemin qu'il reste à parcourir pour les faire converger semble encore long, ceux qui regrettent l'absence d'une parole commune à l'ESS ne peuvent pas être indifférents à cette tentative d'intellectuels et essayistes, menés par A. Caillé, de construire les bases d'une critique sociale et d'une vision commune de la transformation sociale. Car, dans une démarche fort semblable, le Coopératisme de C. Gide (qui avait rédigé, en 1921, le *Manifeste coopératif des intellectuels et universitaires français*) n'a pas eu l'impact

attendu sur la dynamique du capitalisme. Les hypothèses de base du *Manifeste convivialiste* (engagement de l'individu citoyen comme moteur de la transformation sociale, accent mis sur les relations sociales de proximité, limitation de la taille des organisations, tensions dépassables par le seul débat...) méritent d'être questionnées au regard des enjeux et des contradictions de notre société. Ceci permettrait de mieux identifier et construire les forces sociales, les alliances, les stratégies et les structures susceptibles de faire « système de transformation sociale et politique » et pas seulement « mouvement d'idées » fédérant un réseau de micro-initiatives. C'est sans doute là l'intérêt de cet ouvrage que d'ouvrir le champ des réflexions.

DANIÈLE DEMOUSTIER

ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?

Alternatives Sud, Volume XXIV-2017, n° 2, Cetri, Syllepse, 177 pages.

La revue *Alternatives Sud* édite depuis 1994, à l'initiative du Centre Tricontinental (Cetri)⁽¹⁾, des dossiers thématiques trimestriels sur les enjeux Nord-Sud. Leur intérêt est de porter à la connaissance de lecteurs francophones (et d'autres langues également) des contributions d'auteurs du Sud et, par-là, une analyse internationalisée illustrée par la diversité des contextes et des points de vue exprimés.

Le dernier numéro présente une série de contributions sur les organisations non gouvernementales (ONG), comprises comme vecteur privilégié du changement social aux échelles nationales et internationales. Alors qu'il y a déjà vingt ans (volume IV-1997, n° 1), la revue interrogeait le rôle et la légitimité de ces dernières en tant qu'outil de mobilisation et de contestation du néolibéralisme, dans le présent numéro elle fait état de l'essor de ces associations et de l'institutionnalisation des mouvements sociaux que les ONG

(1) Consultable sur le site : Cetri.be.